

Pour imposer la justice fiscale, sociale, et écologique : préparer et ancrer la grève

Après le 10 et le 18 septembre, la journée de grève et de manifestations du 2 octobre a montré une fois encore la détermination de très nombreux salarié·es, jeunes et retraité·es à faire reculer le gouvernement sur sa volonté de mettre en place un budget austéritaire. 600 000 manifestants et manifestantes ont défilé et la journée a été marquée par la détermination et la combativité des grévistes avec des actions de blocage ou l'occupation du palais de Tokyo à Paris.

Le nouveau Premier ministre, Sébastien Lecornu, n'a pas répondu aux revendications du million de manifestant·es des 10 et 18 septembre. Ses premières annonces restent floues et bien en deçà de la justice sociale et fiscale que nous revendiquons.

Le mouvement social a réussi à imposer dans le débat public la question de la répartition et du partage des richesses. Devant les milliards d'euros de profits affichés par les grands groupes, les dividendes aux actionnaires qui tutoient les 100 milliards et les 211 milliards d'aides publiques accordées sans conditions au patronat, la colère est légitime. Le 1^{er} octobre, des actions ciblées (devant la Samaritaine, propriété de Bernard Arnault, et le siège du Medef) ont clairement dénoncé l'injustice fiscale et le refus du patronat de participer à la solidarité nationale, pendant qu'il supprime des emplois et que le gouvernement dégrade les services publics.

Pire, en plus de l'austérité budgétaire, le gouvernement prépare la plus grande offensive contre la Sécurité sociale depuis sa création, menaçant de transférer notre salaire socialisé vers un système d'assurance privatisé. Il est hors de question de sacrifier le financement de notre protection sociale pour satisfaire les exigences du patronat. Cette nouvelle attaque n'est ni plus ni moins qu'une privatisation de notre sécu.

Pour l'Union syndicale Solidaires, il faut un budget pour la justice sociale, fiscale et écologique. Nous refusons que la majorité de la population soit sacrifiée pour maintenir les privilèges d'une minorité.

L'heure est à l'intensification. Pour faire plier le gouvernement sur le partage des richesses au moment du débat budgétaire, nous devons reprendre des forces et convaincre les collègues : seule une grève dure et massive pourra nous faire gagner !

Préparons-nous pour engager une lutte plus massive et plus longue au moment de la publication du budget.

Paris le 3 octobre 2025